



Assemblée générale

Distr. générale
2 décembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Cinquième Commission

Points 115 et 121 de l'ordre du jour

Droit des peuples à l'autodétermination

Projet de budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution II
figurant dans le rapport de la Troisième Commission
sur le droit des peuples à l'autodétermination (A/54/604)**

**État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153
du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

A. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. À sa 48e séance, le 16 novembre 1999, la Troisième Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé «Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination», figurant à la section III de son rapport sur le droit des peuples à l'autodétermination (A/54/604). Au moment de l'adoption de ce projet de résolution, la Troisième Commission était saisie d'un état des incidences sur le budget-programme (A/C.3/54/L.90).

2. Les paragraphes 11 et 12 du projet de résolution sont libellés comme suit :

«L'Assemblée générale,

...

11. *Prie* le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de s'employer, à titre prioritaire et en le prévoyant dans son programme d'activités à réaliser immédiatement, à faire largement connaître les effets néfastes des activités

de mercenaires sur l'exercice du droit à l'autodétermination et, si besoin est, de fournir, à leur demande, des services consultatifs aux États victimes des activités de mercenaires;

12. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements à proposer les éléments d'une définition juridique plus claire du mercenaire et, à cet égard, prie le Haut Commissariat aux droits de l'homme d'organiser des réunions d'experts, comme elle l'a déjà demandé dans des résolutions antérieures, pour analyser et mettre à jour la législation internationale en vigueur et faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire qui permettrait de prévenir et de réprimer plus efficacement les activités des mercenaires;»

B. Corrélation entre les demandes formulées et le programme de travail

3. Les activités mentionnées ci-dessus relèvent du programme 19 (Droits de l'homme) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001¹ et du sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme) du chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001².

1. Pour tenir compte des dispositions de la résolution, le descriptif du chapitre 22 du projet de budget-programme pour l'exercice 2000-2001 serait modifié de la manière suivante :

Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme

Produits

Paragraphe 22.79²

a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et à des organes d'experts*

i) Services fonctionnels pour des réunions

Ajouter : Réunions annuelles d'experts chargés d'analyser et de mettre à jour la législation internationale en vigueur et de faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire.

b) *Autres activités de fond*

iii) Publications isolées

Ajouter : une étude sur la législation internationale en vigueur, y compris des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire.

d) *Coopération technique*

i) Services consultatifs

Ajouter : y compris services consultatifs fournis aux États victimes des activités de mercenaires.

C. Activités à prévoir pour donner suite aux demandes formulées

2. Pendant l'exercice biennal 2000-2001, on prévoit :

a) Que le Haut Commissariat aux droits de l'homme publiera une brochure sur les effets néfastes des activités de mercenaires sur l'exercice du droit à l'autodétermination. Ce texte sera rédigé par un consultant, édité, traduit et publié dans les six langues officielles de l'Organisation;

b) Que le Haut Commissariat aux droits de l'homme organisera à Genève deux réunions d'experts, de cinq jours chacune, en vue d'analyser et de mettre à jour la législation internationale en vigueur et de faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire qui permettrait de prévenir et de réprimer plus efficacement les activités de mercenaires. Au total, 10 universitaires seraient invités à chacune des réunions.

D. Ressources supplémentaires nécessaires

3. Les demandes présentées dans le projet de résolution se traduiront, s'il leur est donné suite, par les besoins supplémentaires suivants pendant l'exercice biennal 2000-2001 :

	<i>En dollars É.-U. (2000-2001)</i>
Chapitre 22. Droits de l'homme	
<i>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</i>	
3 mois de travail d'administrateur (P-3)	31 000
3 mois de travail d'agent des services généraux (Autres classes)	23 000
<i>Consultants</i>	
2 mois de travail d'un consultant	25 000
<i>Frais de voyage des représentants</i>	
20 universitaires spécialisés originaires de différentes régions (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	105 500
Total	184 600

	<i>En dollars É.-U. (2000-2001)</i>
Chapitre 2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence (Genève)	
Service des réunions (5 jours, 10 séances par an)	65 600
Documentation d'avant session (20 documents, 300 pages)	220 600
Documentation de session (10 documents, 100 pages)	74 400
Documentation d'après session (10 documents, 100 pages)	74 400
Total (sur la base du coût intégral)	435 000

E. Possibilités de financement

4. Aucun crédit n'a été prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 pour les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des experts, ni pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) et les services de consultants.

5. Les prévisions de dépenses en services de conférence, soit 435 000 dollars sur la base du coût intégral, sont fondées sur l'hypothèse théorique qu'aucun des besoins correspondants ne pourra être satisfait avec les capacités permanentes prévues pour les services de conférence au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. On ne pourra savoir dans quelle mesure il faudra compléter ces capacités par du personnel temporaire qu'à la lumière du plan des conférences et des réunions de 2000-2001. Cependant, des ressources ont été demandées au chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 non seulement pour les réunions prévues au moment de l'élaboration du projet, mais aussi pour les réunions qui pourraient être autorisées par la suite, en postulant que le nombre et la répartition des réunions et des conférences suivraient le même schéma que les années précédentes. En conséquence, il ne sera pas nécessaire d'ouvrir de crédits additionnels au chapitre 2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.

F. Fonds de réserve

6. Comme il est indiqué au paragraphe 7 ci-dessus, aucun crédit n'a été demandé au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 pour couvrir les dépenses supplémentaires découlant du projet de résolution, soit 184 600 dollars.

7. Il convient de rappeler que, selon les procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal pour couvrir les dépenses additionnelles découlant de textes portant autorisation d'activités non prévues dans le projet de budget-programme. Selon ces procédures, s'il est proposé d'engager des dépenses additionnelles qui dépassent le niveau du fonds de réserve, les activités considérées ne peuvent être exécutées que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou la modification des activités en cours. Faute de quoi, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice ultérieur.

8. Il est impossible pour l'instant de déterminer quelles activités relevant du chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 pourront être supprimées, reportées, restreintes ou modifiées pendant l'exercice biennal pour absorber le surcroît de dépenses de 184 600 dollars mentionné ci-dessus.

9. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution II recommandé par la Troisième Commission dans son rapport sur le droit des peuples à l'autodétermination (A/54/604), il faudra prévoir un montant supplémentaire de 184 600 dollars en sus des ressources demandées au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. Ce montant serait débité du fonds de réserve et, à ce titre, exigerait l'ouverture du crédit additionnel correspondant.

Notes

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 6* (A/53/6/Rev.1).

² *Ibid.*, cinquante-quatrième session, Supplément No 6 (A/54/6/Rev.1), vol. III.
